

RÉSEAU ROUTIER

Le calvaire des Sétifiens

L'état des routes se dégrade progressivement dans la ville de Sétif. La situation est déplorable et alarmante, puisque les usagers des axes routiers en font au quotidien les frais.

Face à la colère de ceux-ci, consécutivement à des pertes matérielles et en vies humaines, les autorités de tutelle sont interpellées pour la lenteur accusée dans les activités d'entretien. Mais le partenaire social des citoyens, à savoir l'APC de Sétif, fait comme à l'accoutumée la sourde oreille.

Chaussées défectueuses

Le soleil synonyme du beau temps donne une impression de beauté à ce qui ne l'est pas. Parmi ces éléments fardés figurent nos routes. Mais quand cet astre disparaît derrière les nuages et que le courroux du ciel s'abat sur la terre, celle-ci est inondée et ce qui était caché réapparaît. Les pluies cette année nous ont révélé, comme les précédentes, les vérités qu'on essaye à chaque fois d'occulter ou d'en minimiser la gravité. Ces pluies ont mis à nu l'état défectueux de notre infrastructure routière et de nos canalisations.

En pareilles circonstances, la plupart de nos routes deviennent impraticables : les unes se transformant en lacs, les autres en un ensemble de flaques. Un calvaire pour les chauffeurs tant la circulation devient infernale et surtout difficile à cause de l'état piteux des routes à l'intérieur de la capitale des Hauts-Plateaux. Gravats, stationnement arbitraire, chaussées défoncées

ou impraticables, crevasses ; bref, l'état de la voirie de la ville de Sétif est on ne peut plus critique, et la population n'a cessé de réclamer, depuis plusieurs mois, des mesures rapides. Même les grandes avenues de la ville n'ont pas échappé à ce décor malgré quelques opérations de rafistolage effectuées à l'occasion de la récente visite du président Abdelaziz Bouteflika. L'état des routes que ce soit avec ou sans la pluie est désastreux et navrant, il est à l'origine de l'élévation du coût d'amortissement des automobiles qui vieillissent plus tôt que prévu. C'est l'avis de Hacène, un habitant de la cité Bounechada. «Depuis que j'habite ici, mes dépenses relatives à l'entretien de ma voiture ont augmenté à cause de cette avenue Abacha Amar que vous voyez, nous affirma-t-il. La chaussée se fissure aussitôt qu'elle est revêtue, et, par endroits, elle contient des trous énormes semblables à des gouffres. Quant aux trottoirs, ils sont presque inexistant faute d'espace et aussi à cause des vendeurs de l'informel qui accaparent les lieux, ce qui oblige les piétons à emprunter la chaussée, s'exposant ainsi au danger et gênant la circulation.

Notre grand problème c'est qu'on ne sait pas à quelle autorité s'adresser pour réclamer nos droits.»

Un laisser-aller

L'hiver est la saison des châtiments pour les modestes, et combien ils sont nombreux ! Le comble pour eux c'est lorsqu'on vient leur demander de payer les droits de services dont ils ne bénéficient pas tels que l'entretien de la chaussée et du trottoir, l'éclairage, l'enlèvement des ordures ménagères, l'écoulement des eaux pluviales. Ce sont les impôts qu'ils sont tenus de payer en dépit du martyre qu'ils endurent. Ces «droits communaux» sont d'autant plus insupportables que les caniveaux qui sont supposés recevoir les quantités prodigieuses d'eau des pluies torrentielles ne se trouvent que dans quelques endroits très limités en nombre. Leur absence oblige les eaux pluviales à prendre la direction des égouts et là c'est la catastrophe : comme ils sont étroits ayant déjà des difficultés à contenir les eaux usées pour lesquelles ils sont conçus, ils sont trop vite saturés et vomissent sur les rues qu'ils transforment en de vrais marécages. Les actions de réfection après l'hiver sont temporaires. Mal faites et parfois inachevées, certaines de ces actions sont loin de combler les attentes des usagers.

Absence de contrôle

Le comportement de la commune de Sétif n'est pas meilleur en matière d'hygiène. Plusieurs quartiers ne bénéficient pas du service de

l'enlèvement des ordures ménagères qui empestent les lieux et exposent les habitants à des maladies.

Le contrôle d'hygiène des établissements commerciaux manque également ; plusieurs restaurants, pâtisseries et cafés n'observent pas les règles élémentaires de propreté telles que le nettoyage des lieux et la désinfection du matériel. On vous sert dans des assiettes et des verres sales, et les toilettes sont soit un dépotoir soit fermées. Et là, c'est tout le sens abusivement commercial des tenanciers, associé à l'incivisme des consommateurs, qu'il faut déplorer.

Démission des pouvoirs publics

L'autre grand malaise des citoyens est causé par le stationnement dans le centre-ville. En plus du nombre insuffisant de parkings, la voie publique est cédée au privé, ou plutôt au diktat des racketteurs. Partout, où qu'ils aillent, les automobilistes sont contraints de s'acquitter d'une véritable dîme à un individu autoproclamé «gardien de parking» qui, de surcroît, arbore, bien en évidence, un casse-tête pour dissuader les conducteurs tentés de s'en aller sans payer.

Un véritable racket que les pouvoirs publics font mine d'ignorer, quand ils ne l'excusent pas, sous prétexte que cela permet de procurer de l'emploi à des personnes démunies.

Imed Sellam

BOUIRA

Entre la campagne à sens unique du président-candidat et le rejet des élections

La campagne électorale pour le scrutin présidentiel du 9 avril prochain se présente, comme d'habitude, sous deux visages au niveau de la wilaya de Bouira.

Si dans la région arabophone de la wilaya, à l'instar des daïras de Lakharia, Aïn-Bessem et Sour-El-Ghozlane, les choses semblent être en faveur du président-candidat, tant les autres candidats sont presque inexistant sur la scène dominée par des bureaux et autres permanences de Bouteflika, dans la région berbérophone, particulièrement au niveau des daïras de Bechloul, Haïzer et M'chedallah, la donne est totalement différente. Dans ces daïras, la campagne est dominée par une indifférence totale de la population et quand celle-ci s'implique, elle le fait par des menaces de rejet des élections.

C'est justement le cas de la commune de Haïzer, chef-lieu de daïra, 10 km à l'est de Bouira, où les représentants du candidat Bouteflika en ont eu pour leurs frais. A commencer par le ministre de la Formation professionnelle, El-Hadi Khaldi, qui s'y est déplacé dans le cadre de la campagne le 22 mars dernier.

Avant son arrivée, les citoyens, qui étaient informés de sa venue, se sont déplacés en masse vers le siège de l'APC où, rappelons-le, l'assemblée est bloquée depuis les élections du 29 novembre 2007.

Depuis cette date, la population a, à maintes reprises, organisé des sit-in et autres rassemblements devant les sièges de l'APC et de la daïra pour inciter les responsables de la wilaya à dissoudre cette assemblée et organiser de nouvelles élections, en vain. Aussi, la campagne électorale actuelle, qui

devait nécessairement attirer des responsables de haut niveau vers la commune, était l'occasion pour les citoyens d'exprimer leurs doléances. Ce dimanche 22 mars était tout indiqué pour ces citoyens pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation de leur commune.

Une situation que le wali avait pourtant prise en main récemment en confiant la gestion des affaires de l'APC au chef de daïra. Cependant, le maintien du P/APC à son poste, même sans prérogatives, était assimilé par les citoyens à une complicité de l'administration de wilaya avec ce dernier. Aussi, lorsque ce dimanche le ministre arriva sur les lieux, avec la délégation qui l'accompagnait, il a été surpris par la réaction hostile des citoyens, particulièrement les jeunes qui réclamaient le règlement de cette affaire avant de parler des élections.

Le ministre avait beau expliquer et faire comprendre aux citoyens que leurs doléances seront transmises au ministre de l'Intérieur, seul habilité à prendre des décisions concernant ce blocage, les citoyens ne voulaient rien entendre. A chaque fois que les hôtes de la ville de Haïzer voulaient placer un mot, les citoyens répondaient par des «ulac l'vote». Constatant qu'ils n'avaient aucune chance de s'exprimer dans cette ambiance électrique, les représentants du président-candidat rebroussèrent chemin.

Trois jours plus tard, soit le mercredi 25, c'est à un autre ministre, cette fois du Hamas, Smaïl Mimoun, ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, accompagné de responsables du bureau de wilaya de Hamas, de subir le même courroux des

jeunes. Au niveau de la salle omnisports où le meeting de campagne était prévu, les jeunes ont, aussitôt l'hymne national achevé, scandé des slogans hostiles au pouvoir et aux élections.

Le ministre avait beau expliquer qu'il n'a pas les prérogatives de régler les problèmes de l'APC, les jeunes lui rétorquaient que la commune n'a jamais connu de visite officielle des ministres de la République et qu'elle n'est bonne que pour les élections. Les jeunes ont invité poliment les responsables du Hamas à quitter les lieux. Une semaine après ces événements, lors de notre déplacement ce dimanche sur les lieux, seules les permanences de Bouteflika étaient ouvertes mais rien n'indiquait que les élections auront lieu.

Bien au contraire, même les partisans de Bouteflika jurent par tous les saints qu'ils ne se rendront pas aux urnes si les responsables de la wilaya ne règlent pas le problème de l'APC.

Le rejet des élections au niveau de cette commune revêt plusieurs sens. Si les opposants aux élections qui sont majoritaires et qui se comptent par milliers parmi les rangs du FFS et du RCD expliquent leur option de rejet des élections par la position de leur parti, les partisans et les sympathisants de Bouteflika se voient obligés de rejeter ces élections pour d'autres raisons.

Selon eux, dans l'état actuel des choses, ils ne peuvent donner leurs voix pour leur candidat, car elles seront comptabilisées par l'actuel P/APC qui le soutient lui-même, pour des raisons évidentes.

Y. Y.

BÉJAÏA

Réinhumation des restes du chahid Si Amokrane Betta à El-Flaye

Une foule nombreuse a assisté au cimetière d'El-Flaye, le week-end dernier, à la cérémonie de réinhumation du corps du valeureux combattant de l'ALN, Si Amokrane Betta, tombé au champ d'honneur en 1960 dans la région de M'sila.

Les autorités civiles et militaires de la région, des députés de Béjaïa, des anciens compagnons d'armes du chahid, à l'instar du moudjahid Abdoune Moussa venu pour la circonstance de Slatna, et de nombreux moudjahidine de la région ainsi que des dizaines de citoyens de la commune d'El-Flaye ont tenu à prendre part à la cérémonie de réinhumation du corps du chahid au cimetière de son village natal d'El-Flaye, à l'initiative de l'Assemblée populaire d'El-Flaye. 49 ans après sa mort, les ossements de ce héros ont été exhumés à M'sila pour être réinhumés dans le cimetière de son village natal où le chahid reposera désormais pour l'éternité parmi les siens.

Dans une atmosphère lourde, chargée d'émotion, le cercueil drapé de l'emblème national a été exposé à la mosquée du village où une cérémonie de recueillement à la mémoire du chahid a été organisée.

La mère du chahid, *na* Louiza, très émue mais digne, écoutait les témoignages poignants de quelques compagnons d'armes de son fils. Si Amokrane Betta a rejoint les rangs de l'ALN sous le commandement de l'adjudant Si Abdelhafid Adouane dans les maquis de la Wilaya III, Zone 2, Nahia 1, au début de l'année 1958. Consécutivement à des contacts avec un tirailleur commerçant à Bordj-Bou-Arréridj, et sous les ordres de Si Abdelhafid, le valeureux combattant

Si Amokrane regagne Ksour où une liaison lui a été assurée par feu Si Abdellah, un vieux cultivateur et éleveur de moutons qui agissait également pour la cause nationale et dont le domicile servait de refuge pour les moudjahidine.

Le chahid Si Amokrane a eu un parcours particulier durant le combat libérateur. «Un combattant respecté et d'un courage extraordinaire», a témoigné le responsable de l'ONM de Béjaïa, Ourdani Mouloud, qui était également l'un des responsables de l'ALN dans la Wilaya III. Le chahid était le compagnon inséparable de Si Abdelhafid, du lieutenant Guerraba Ahmed et de Yacini Abdenour, responsable des stocks de la résistance algérienne. Il a également été le compagnon du frère de Si Guerraba, Messaoud, et de Ali Djoumad, Larbi Zemouri, Djelloul Laâdjouz et du moudjahid Lounès Bektache. Le sergent-chef Si Amokrane Betta tomba au champ d'honneur les armes à la main durant le mois de novembre 1960, au cours d'une opération de l'armée coloniale, en compagnie d'autres valeureux moudjahidine, à hauteur des lieux-dits Taboucha à côté du village Mechta Diale, le long de l'oued El-Ham dans la commune de Zerrarka. Il fut enterré sur les lieux même du combat avec un autre compagnon d'armes, Si Guerraba, après une farouche résistance qui a duré plusieurs heures face à l'une des plus puissantes armées du monde. «C'est suite à des informations fournies par le moudjahid Ali Djoumad que nous avons pu localiser exactement le lieu où fut enterré le chahid Si Amokrane avant d'engager ensuite la procédure de rapatriement des restes du corps du chahid», ont indiqué maître Soufella, l'un des membres du comité d'organisation de la cérémonie et Cherfi Hafid, maire de la municipalité d'El-Flaye, initiatrice de la démarche de rapatriement du corps du chahid. Les festivités de transfert et de réinhumation ont été clôturées par un couscous offert par la municipalité d'El-Flaye à l'ensemble des invités.

A. Kersani